



CDEN 6 juillet 2020 Propos liminaire du SGEN-CFDT de l'Académie de Lyon

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Madame la Préfète, mesdames et messieurs les membres du CDEN,

les **dégradations sanitaires et sociales** qui ont eu lieu durant la période écoulée seront malheureusement **toujours d'actualité à la rentrée** de septembre.

N'écrasons pas les réalités, n'oublions pas trop vite les étapes que notre société traverse depuis mars 2020.

Durant les semaines du confinement, certain·e·s d'entre nous étaient considéré·es comme indispensables afin d'accueillir les enfants des personnels indispensables à la gestion de la crise sanitaire. Et vous vous félicitez de la mobilisation des volontaires dans notre académie.

Cependant, **notre Institution est finalement bien loin d'accorder à tous ses personnels la reconnaissance qu'elle prétendait leur devoir** au vu des modalités d'attribution de cette «prime» qui divise au lieu de fédérer.

N'oublions pas la mise en œuvre d'une **continuité pédagogique inédite** et d'autant plus **chronophage** que les enseignants ont dû l'inventer dans l'urgence et **avec les moyens du bord, c'est-à-dire les leurs** et ce sans compensation de frais d'équipements pourtant indispensables.

Souvenons-nous également, dès le 11 mai, de leur engagement, et tout particulièrement de celui des directeurs d'école, pour mettre en place une **organisation nouvelle, dans un temps extrêmement contraint** et en concertation avec des élu.e.s parfois peu conciliant.e.s.

Rappelons-nous ensuite que les enseignants, en première ligne face à leurs élèves, ont continué dans le même temps à assurer l'enseignement à distance. Qu'ils ont eu à gérer les relations et la pression de familles parfois mécontentes tant le Ministre, surtout soucieux de son image médiatique, laissait planer l'ambiguïté sur les conditions de reprise.

Terminons sur l'annonce, une énième fois par voie de presse et sans communication préalable auprès des personnels, de la reprise de tous les élèves le 22 juin : elle a, à nouveau, nécessité un investissement conséquent des équipes. A nouveau dans l'urgence, à nouveau dans le flou des directives, à nouveau au prix d'un investissement pris sur leur vie personnelle.

Ces **adaptations incessantes**, les enseignants les ont faites **au prix d'un épuisement palpable**.

S'y ajoute l'organisation de la prochaine rentrée scolaire, selon des modalités encore inconnues, avec notamment le flou autour des 2S2C, énième concept qui se heurte aux réalités du terrain et au manque de moyens.

Pour certaines équipes c'est aussi la construction, en une semaine, d'un projet dans le cadre des « vacances apprenantes ». Avec, nous le craignons, un nouveau « prof bashing » dans l'opinion si les objectifs annoncés par le Ministre ne sont pas atteints...

Sous injonctions et pressions diverses, souvent contradictoires, et désormais stigmatisés dans l'opinion publique, les personnels se sentent **abandonnés par leur Institution**. Ils constatent que leur Ministre préfère les utiliser comme boucs émissaires des difficultés de gestion de cette crise qui met à mal aussi le fonctionnement interne de notre Institution.

Après cette expérience il est clair que la rentrée ne pourra pas s'organiser comme si de rien n'était, sans en tirer parti positif.

Cela justifie avant toute chose que les équipes éducatives et enseignantes aient les **moyens de faire face aux inégalités scolaires et sociales** qui se sont amplifiées, afin de les prendre en charge dans le cadre de leur mission.

Les actions des médecins, des infirmier.es, des psychologues et des assistant.es de service social doivent être renforcées ainsi que **l'accompagnement RH des personnels et une écoute bienveillance des situations individuelles**.

Les **questions de bâti scolaire** et d'équipement (notamment sanitaires, lavabos...) doivent être enfin traitées, la crise ayant révélé des manques criants et inacceptables de ce point de vue.

Ce projet de carte scolaire pour la rentrée 2020 s'inscrit pourtant dans la continuité d'une année « classique ». Pour l'année 2020-2021, aux moyens « habituels » doivent s'ajouter ceux qui permettent **de répondre réellement aux objectifs affichés**.

La première condition est de **faire confiance aux acteurs de la « première ligne éducative »** qui ont montré leur capacité à agir de manière autonome pendant la période du confinement

Mais il faut donner aux équipes du temps de préparation et de concertation, planifiés dès maintenant, notamment autour de l'enjeu des liaisons GS-CP, CM2-6e et 3e-2de.

Des aménagements des enseignements et des emplois du temps, des organisations de travail adaptées aux territoires, doivent être autorisés, des temps supplémentaires valorisés doivent être alloués.

Le Sgen-CFDT propose d'abonder les marges horaires des établissements du 2nd degré et dans le 1^{er} degré, d'abonder et répartir les brigades par groupe scolaire et laisser la possibilité aux Rep+ de fonctionner en dispositif plus de maître que de classe.

A rentrée exceptionnelle, moyens exceptionnels. Ne pas le faire, ce n'est pas risquer « une année difficile », mais mettre en péril l'Education et l'Instruction de nos élèves déjà trop fragilisés.